

**Israël - Territoires palestiniens -
Conférence pour la paix au
Proche-Orient - Reconnaissance de
l'État palestinien - États-Unis -
Réponses de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international, à
des questions à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 17 janvier 2017)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Il est évident qu'il n'est pas possible de plaider pour la solution de deux États, Israël et Palestine vivant côte à côte en paix et en sécurité, sans reconnaître, le moment venu, l'État palestinien. Mais la priorité, et c'est le sens de la conférence de dimanche, que vous avez saluée et je vous en remercie, c'est de créer les conditions pour une reprise effective des négociations entre Israéliens et Palestiniens.

Aujourd'hui, ces négociations sont bloquées et la situation sur le terrain ne cesse de se dégrader. Les violences s'amplifient et la colonisation est un obstacle majeur qui réduit chaque jour la perspective de créer un véritable État palestinien viable et avec un espace suffisant.

C'est donc une responsabilité immense qui est prise et c'est le sens de la résolution 2334 adoptée le 23 décembre dernier par le conseil de sécurité des Nations unies qui condamne cette colonisation illégale.

La conférence de dimanche a rappelé son attachement à une solution à deux étages, son attachement à la négociation entre les parties, pour aller vers deux États, mais aussi aller vers une négociation sur la base des frontières de 1967. C'est aussi aller vers une négociation sur le statut de la capitale - Jérusalem - des deux futurs États. Ce sont toutes ces questions qui ont fait que dimanche dernier, 70 pays étaient représentés, soit plus du double du nombre de participants à la conférence du 3 juin dernier.

Les Nations unies, ainsi que la Ligue arabe et l'Union européenne étaient officiellement

représentées et une déclaration, qui reprend ces principes et ces objectifs, a été adoptée. Elle a été réaffirmée hier encore par l'Union européenne par la voix de sa Haute représentante.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Futile, imposture, conférence de la honte, procès Dreyfus moderne, que n'ai-je entendu ces derniers jours. Vous-même aujourd'hui, vous avez été particulièrement modéré à côté de ce que vous avez écrit dans votre propre blog. De quoi parlons-nous exactement Monsieur le Député ? L'excès n'a jamais été récompensé, vous le savez bien, quand il y a un sujet aussi difficile à traiter, une question aussi grave qui dure depuis 70 ans.

Nous avons tenu dimanche, une conférence pour la paix au Proche-Orient où 70 pays étaient représentés avec aussi les Nations unies, l'Union européenne et la Ligue arabe. Une déclaration a été adoptée par tous les participants avec un seul objectif : permettre aux parties Israéliens et Palestiniens de reprendre enfin le nécessaire processus de négociations pour aboutir à un accord. Cet accord porte sur la perspective de deux États, Israël et Palestine, vivant en paix et en sécurité, et permettant la prospérité dans toute cette région.

Qu'avons-nous fait pour la paix ? Nous avons été réunis parce que nous refusons le statu quo, nous refusons la démission, nous voulons la paix et rien d'autres et c'est ce que nous avons dit aux Israéliens.

Ils ont décidé de ne pas venir, ils ont condamné, c'est leur responsabilité. Je parle du gouvernement israélien.

J'ai également vu que le Hamas avait considéré que cette conférence était absurde. Peut-être qu'au fond, le chemin étroit que nous avons emprunté était le bon. Nous ne désespérons pas. La France ne renoncera pas, elle est l'amie d'Israël depuis longtemps et vous le savez. Mais, elle veut aussi la paix avec les Palestiniens, elle veut la paix au Proche-Orient comme elle veut la paix au Moyen-Orient. Vous trouverez la France en première ligne pour lutter contre le terrorisme, mais aussi pour se mobiliser pour la paix et la justice.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Député,

Monsieur le Député,

Vous avez rappelé la conférence de dimanche qui fait suite à l'initiative que nous avons déjà prise le 3 juin dernier. La France n'accepte pas le statu quo au Proche-Orient. Nous ne voulons pas nous résigner face à cette situation qui crée le désespoir. Ce qui peut créer l'espérance, c'est la reprise des négociations pour permettre enfin la création d'un État palestinien, vivant en paix et en sécurité avec son voisin Israël.

Je le répète - j'ai déjà répondu à plusieurs questions - c'est une conviction forte de la France et qui est partagé par un nombre très important de pays, comme pour la conférence de dimanche dernier où étaient réunis 70 pays, les Nations unies, l'Union européenne et la Ligue arabe.

Si rien ne se passe, alors la tentation de violence peut reprendre. Nous ne voulons pas de cette situation.

Vous avez évoqué la position exprimée par le président américain qui prendra ses fonctions le 20 de ce mois. Dans sa campagne, il a effectivement évoqué le transfert de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem. Vous savez que c'est une position constante de la communauté internationale de dire que la question de Jérusalem doit être traitée dans le cadre de la négociation, et qu'une solution doit être trouvée pour que Jérusalem soit la capitale des deux États.

Mais ce n'est pas la situation actuelle. Aussi, toute initiative unilatérale serait vécue douloureusement. Vous avez évoqué le mot provocation, je l'ai moi-même employé. Je le dis, attention, prenons garde, rien ne doit être fait qui encourage la violence. Tout doit être fait, et c'est le sens de l'appel qui a été lancé, pour que les négociations reprennent entre les Israéliens et les Palestiniens. Chacun est face à ses responsabilités et la France est au rendez-vous./.